



JOURNEE D'ACTION EUROPEENNE Jeudi 4 avril 2013

Aujourd'hui 4 avril se tient à Paris un CCE où est présenté le rapport de l'expert concernant le droit d'alerte que nous avons obtenu en décembre pour le packaging.

L'intersyndicale a déjà eu en partie connaissance de ce rapport par le biais de la commission économique qui s'est tenue les 27 et 28 mars. Elle considère que ce rapport confirme certaines craintes et l'analyse que nous avons en décembre dernier, puisque l'impact néfaste de ce projet sur la pérennité du site est confirmé. Cependant, si l'expertise est des plus critiques face aux risques liés à ce projet tel que conçu, elle propose également des alternatives.

Dans le cadre de cette journée de mobilisation Européenne dans le Groupe Mittal, une motion à caractère national sera adressée, ce jour, au ministère du Redressement Productif à Paris, par une délégation syndicale. L'intersyndicale **CGT, FO et CFDT** de BI s'associe pleinement à cette démarche.

Conformément à cette journée de mobilisation Européenne dans le Groupe Mittal, l'intersyndicale va alerter les pouvoirs publics en déposant une motion commune qui dénonce la politique de casse industrielle de Mittal.

Pour notre site, l'intersyndicale a demandé une entrevue au député de la circonscription, JP Fougerat afin de lui remettre cette motion mais, aussi, pour l'interpeler sur les conclusions de l'expertise.

L'accord conclu entre l'état et Mittal ne doit pas être un engagement aveugle. A la lumière de l'analyse du cabinet d'expertise, les termes de cet accord peuvent et doivent être modifiés !

Salariés de Basse-Indre, l'intersyndicale va de nouveau interpeller tous les politiques et dirigeants de notre société afin que ce projet soit retiré et surtout pas appliqué en l'état.

Basse-Indre le 4 avril 2013



APPEL A UNE JOURNEE EUROPEENNE DE MOBILISATION LE 4 AVRIL 2013

A tous les salariés et les sous-traitants du groupe ArcelorMittal

Les syndicats européens, sous l'égide de industriAll Europe, appellent l'ensemble des salariés d'ArcelorMittal et de ses sous-traitants à une mobilisation européenne solidaire pour exiger un projet industriel d'avenir pour le premier groupe sidérurgiste européen, le maintien des outils de production et le développement de l'emploi et des compétences.

Partout en Europe, l'inquiétude des salariés et des sous-traitants est croissante. Certes, la récession affecte la sidérurgie européenne mais la réduction des capacités décidée par le groupe depuis le début de la crise est d'une ampleur considérable et s'apparente de plus en plus à une stratégie de repli voire de désengagement de l'Europe. Après l'arrêt des activités de production de fonte et d'aciers représentant près d'un quart des capacités du groupe, ce sont les activités de transformation à haute valeur ajoutée qui sont touchées avec la fermeture de deux laminoirs à Liège et de plusieurs lignes de transformation aval. Des dizaines de centres de distribution ont également été fermés. Rien que pour l'année 2012, ces restructurations ont entraîné plusieurs milliers de suppressions d'emplois. A cela, il faut ajouter le fait que le budget consacré à la R&D, déjà bien inférieur à celui de ses concurrents, a encore été revu à la baisse, que la participation d'ArcelorMittal aux projets européens d'avenir comme ULCOS a été reportée sine die et que le groupe multiplie les initiatives pour acquérir des installations hors Europe et dans d'autres filières industrielles alors que les investissements en Europe n'assurent pas le futur de la plupart des unités industrielles. En l'absence de moyens financiers pour assurer leur maintenance, les outils européens du groupe se dégradent rapidement.

Ce sont tous les signaux d'une gestion industrielle tournée vers l'avenir qui sont dans le rouge. La fragilisation de la base industrielle du 1^{er} sidérurgiste européen a pour conséquence un recul majeur du groupe sur le marché européen par rapport à ses concurrents. Si le groupe continue dans cette direction, il risque de ne pas être au rendez-vous de la reprise de la demande d'acier.

Le 4 avril, partout en Europe, les salariés et leurs représentants se mobiliseront pour faire entendre leur voix et exiger :

- L'élaboration d'un projet industriel porteur d'avenir basé sur l'innovation, le développement des savoir-faire et la R&D pour développer les aciers de demain ;
- L'élaboration d'une politique de maintien et de développement des compétences et du capital humain à travers notamment un plan d'embauche ambitieux et une véritable politique salariale ;
- Un moratoire sur tous les plans de restructuration jusqu'à l'adoption du plan d'action de la Commission européenne pour la sidérurgie en Europe et l'engagement de s'appuyer sur ce plan pour pérenniser les sites et les outils du groupe ;
- Un dialogue social de qualité tant au niveau national qu'europpéen ;
- L'élaboration d'un plan d'action européen pour la sidérurgie qui jette les bases d'une véritable politique industrielle pour le secteur de l'acier et promeut le développement d'une sidérurgie durable, innovante et créatrice d'emplois de qualité.

Les syndicats européens mettront tout en œuvre pour que la sidérurgie, industrie stratégique pour l'Europe, moteur d'innovation technologique pour beaucoup de secteurs en aval reste au cœur d'une politique industrielle européenne intégrée et indépendante.

